



RAPPORT DE PERSPECTIVES DE PROJET

Parcours de décarbonation pour les professionnels du bâtiment durable



PARTENAIRES

Canada Green Building Council (CaGBC)



EMPLACEMENTS

Partout au Canada



FONDS VERSÉS

261 433 \$



PUBLIÉ

Juin 2026



COLLABORATEUR

Auteur du rapport :
Milad Moghaddas
Reviewers/approvers:
Laura McDonough

Sommaire

Le secteur canadien de la construction écologique se trouve à un tournant décisif. Alors que les risques climatiques s'intensifient, que les pressions liées à l'abordabilité du logement s'accroissent et que les pénuries de main-d'œuvre persistent, le secteur doit simultanément réduire ses émissions, accroître l'offre de logements et soutenir la croissance économique. Les bâtiments représentent une part importante des émissions nationales de gaz à effet de serre, mais les progrès en matière de décarbonation, en particulier dans le secteur résidentiel, ont été inégaux. Parallèlement, la transition vers un environnement bâti à faible empreinte carbone représente une opportunité majeure pour l'économie et la main-d'œuvre, pour autant que les conditions de réussite soient réunies.

Ce projet a évalué l'apport économique, environnemental et social du secteur du bâtiment durable au Canada, en mettant particulièrement l'accent sur le potentiel de croissance, les trajectoires de décarbonation et les répercussions sur la main-d'œuvre. S'appuyant sur les analyses de marché antérieures, ce projet de recherche combine la modélisation économique et celle des émissions à une revue de la littérature, des entretiens, des sondages et des groupes de discussion afin d'examiner comment les différentes orientations politiques et trajectoires de décarbonation influent sur l'emploi, le PIB et la demande de métiers spécialisés.

Les résultats démontrent que le secteur du bâtiment durable est déjà un puissant moteur économique. En 2024, ce secteur a généré 81 milliards de dollars de PIB direct et soutenu plus de 500 000 emplois directs. Ces chiffres s'élèvent respectivement à plus de 150 milliards de dollars et à plus d'un million d'emplois lorsque l'on inclut les retombées indirectes et induites. Les activités de décarbonation représentent environ le quart de cette valeur économique, tandis que les émissions du secteur du bâtiment ont diminué au cours des dernières années, prouvant ainsi que la réduction des émissions et la croissance économique progressent de front. L'analyse de scénarios indique que les politiques actuelles n'apporteront que des gains modestes, alors qu'une trajectoire coordonnée de forte décarbonation pourrait presque doubler le PIB et l'emploi du secteur d'ici 2030.

L'étude identifie également les capacités en main-d'œuvre comme le principal obstacle à l'accélération des progrès. Les pénuries de métiers spécialisés, l'inadéquation des systèmes de formation et l'intermittence des financements nuisent à la prestation des services, tandis que la fidélisation, en particulier des groupes sous-représentés, demeure un défi de taille.

En somme, ce projet démontre que des stratégies coordonnées et à long terme en matière de politiques, de financement et de main-d'œuvre sont indispensables pour exploiter pleinement tout le potentiel du secteur du bâtiment durable au Canada, tant sur le plan climatique que du logement et de l'économie.

PERSPECTIVES CLÉS

- 1 En 2024, le secteur du bâtiment durable au Canada a généré 81 milliards de dollars de PIB direct et soutenu plus de 500 000 emplois directs. Ces chiffres s'élèvent respectivement à plus de 150 milliards de dollars et à plus d'un million d'emplois lorsque l'on inclut les retombées indirectes et induites.
- 2 Les travaux démontrent que la stabilité et la coordination des politiques, et non la technologie, sont les facteurs déterminants des résultats en matière de décarbonation, de l'investissement dans la main-d'œuvre et de la croissance économique dans le secteur du bâtiment durable.
- 3 Les pénuries de métiers spécialisés, particulièrement en CVC-R, en électricité, en systèmes de régulation et en rénovation écoénergétique, constituent le principal frein à l'accélération de la décarbonation. Pour former et fidéliser la main-d'œuvre requise afin d'atteindre les objectifs climatiques, il est essentiel d'assurer un financement pluriannuel prévisible jumelé à un programme de mentorat rémunéré.

L'enjeu

Le secteur canadien de la construction écologique subit une pression croissante pour répondre à des priorités multiples et interdépendantes. Le secteur doit rapidement réduire ses émissions de gaz à effet de serre afin d'atteindre les cibles climatiques nationales, accroître l'offre de logements en pleine crise persistante de l'abordabilité, et soutenir la croissance économique au sein d'un marché de la construction volatile. Le secteur du bâtiment au Canada figure au troisième rang des plus grands émetteurs au pays. Il est responsable d'environ 13 % des émissions nationales de gaz à effet de serre, un pourcentage qui grimpe à 18 % si l'on inclut la consommation d'énergie, et jusqu'à 30 % si l'on prend en compte la construction et les matériaux. En dépit de ce constat, les progrès en matière de décarbonation du parc immobilier, notamment dans le secteur résidentiel, demeurent inégaux et trop lents pour respecter les cibles climatiques.

Parallèlement, le secteur du bâtiment et des travaux publics est confronté à des contraintes croissantes. Les pénuries de main-d'œuvre, la hausse des coûts, les pressions démographiques ainsi que le cloisonnement et l'intermittence des politiques freinent la capacité du secteur à généraliser la construction et la rénovation sobres ou neutres en carbone. La décarbonation du parc immobilier canadien nécessitera l'adoption généralisée de nouvelles pratiques de construction, de systèmes énergétiques et de matériaux, parallèlement à un rehaussement important des compétences dans l'ensemble des métiers et professions du bâtiment. Alors que le secteur du bâtiment durable au Canada emploie déjà environ 460 000 personnes, la demande de main-d'œuvre qualifiée devrait monter en flèche. Selon les estimations, les rénovations écoénergétiques pourraient à elles seules générer entre 777 000 et 2 millions d'emplois directs d'ici 2050, en plus d'apporter une contribution substantielle au PIB et à l'investissement. Cependant, la répartition de ces effets entre les différents secteurs d'activité, les régions et les horizons temporels n'est pas encore suffisamment bien comprise.

Les conditions du marché et le cadre réglementaire accentuent d'autant plus ce défi. Les risques climatiques sont désormais au centre des préoccupations des assureurs, des investisseurs et des régulateurs, alors que les pertes record liées aux intempéries mettent en évidence les vulnérabilités du cadre bâti. En conséquence, les investissements se tournent de plus en plus vers des bâtiments résilients, performants et à faible empreinte carbone. La demande pour ce type d'actifs, en particulier sur les marchés commerciaux et institutionnels, augmente plus rapidement que l'offre actuelle et prévue. Néanmoins, les conditions cadres requises pour généraliser le déploiement se développent de manière inégale. Les mécanismes de financement à long terme, la clarté des signaux politiques et des outils financiers accessibles ne sont pas encore déployés à l'échelle requise pour propulser une adoption généralisée dans l'ensemble des instances et des segments de marché.

Ces dynamiques mettent en lumière une lacune cruciale dans les connaissances. Alors que les feuilles de route vers la décarbonation du secteur du bâtiment sont de mieux en mieux définies, il existe peu de données probantes, récentes et intégrées sur la manière dont les différentes trajectoires politiques, financières et commerciales influenceront sur sa main-d'œuvre. Sans une vision claire de la manière dont la décarbonation remodelera la demande de compétences, de professions et de parcours d'apprentissage précis, les investissements dans le développement de la main-d'œuvre risquent de ne pas cadrer avec les besoins émergents.

Il est essentiel de combler cette lacune. Il est nécessaire de mener des actions coordonnées dans les domaines des politiques publiques, du financement et du développement des ressources humaines pour que les ambitions climatiques se traduisent par des résultats durables en matière d'économie et d'emploi. Une compréhension globale et fondée sur des données probantes de la manière dont les trajectoires de décarbonation influent sur la demande de main-d'œuvre permettra de prendre des décisions plus éclairées et de veiller à ce que la transition du Canada vers un parc immobilier durable atteigne ses objectifs climatiques, économiques et résidentiels.



Ce que nous examinons

Ce projet de recherche a évalué les répercussions économiques, environnementales et sociales du secteur du bâtiment durable au Canada, en mettant l'accent principalement sur la mesure de sa contribution économique (PIB) et de son rôle dans la création d'emplois durables. Ce projet s'inscrit dans la continuité des volets précédents de ces travaux, notamment l'étude de marché initiale de 2016, la méthodologie structurante établie dans l'édition de 2020 et l'Étude sur l'économie de la rénovation écoénergétique de 2022. L'étude de 2025 a élargi son champ d'application afin de refléter les priorités émergentes du secteur, notamment l'importance d'une main-d'œuvre inclusive et d'une meilleure compréhension des besoins de main-d'œuvre liés à la croissance sobre en carbone dans les secteurs de la construction et du bâtiment. Cette étude vise à fournir aux décideurs des données probantes et d'actualité sur l'apport du secteur du bâtiment durable aux objectifs climatiques, tout en promouvant l'équité des chances sur le plan économique.

Le projet visait fondamentalement à analyser la manière dont les trajectoires de décarbonation plausibles façonneront l'offre et la demande de métiers spécialisés au sein du secteur du bâtiment durable au Canada. Alors que s'accroissent les efforts pour accroître l'offre d'habitations et déployer la construction sobre en carbone, il devient essentiel de cerner l'évolution des besoins du marché du travail, notamment les professions, les compétences et les facteurs démographiques qui caractérisent une main-d'œuvre parée pour l'avenir. Cette étude a également examiné la participation actuelle des groupes sous-représentés au sein de la main-d'œuvre du bâtiment durable, ainsi que les stratégies permettant de favoriser l'inclusion à mesure que le secteur prend de l'expansion.

Cette étude a été conçue pour répondre aux questions de recherche suivantes :

1. Quel est le potentiel de croissance du secteur canadien du bâtiment durable pour les cinq prochaines années ?
2. Quelles sont les retombées économiques, environnementales et sociales du secteur canadien du bâtiment durable, et quels facteurs faut-il prendre en compte pour optimiser son impact ?
3. Comment le secteur canadien du bâtiment durable peut-il accroître la participation des groupes sous-représentés au sein de sa main-d'œuvre et favoriser une transition équitable ?
4. Comment le secteur canadien de la construction durable peut-il aider le Canada à atteindre ses objectifs climatiques ?
5. Quels sont les principales tendances du marché et les facteurs clés qui accélèrent la transition du Canada vers des bâtiments à haute efficacité énergétique et à zéro émission ?
6. Quelles sont les trajectoires de décarbonation au Canada qui influent sur l'offre et la demande de main-d'œuvre qualifiée ?

Afin de répondre à ces questions, le projet a mis en œuvre une approche axée sur une méthodologie mixte entre 2024 et 2025; celle-ci intègre une modélisation quantitative de l'économie et des émissions de gaz à effet de serre, une revue de la littérature ainsi que des méthodes qualitatives directes. Un modèle macroéconomique fondé sur le modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada a été élaboré afin d'estimer le potentiel de croissance selon des scénarios de décarbonation de référence, modéré et ambitieux. La recherche secondaire a orienté l'ensemble des questions, de concert avec des entretiens, des sondages et des groupes de discussion menés auprès d'experts du secteur et de parties prenantes. Des consultations ciblées ont permis d'examiner l'inclusion, les parcours d'accès au marché du travail et la préparation de la main-d'œuvre, en particulier pour les groupes sous-représentés.

Cette approche permet d'allier une modélisation économique rigoureuse à des réalités de terrain propres au secteur, garantissant ainsi que les conclusions reflètent fidèlement la dynamique du marché et les enjeux de main-d'œuvre au sein de l'écosystème du bâtiment durable au Canada.

Ce que nous apprenons

Le secteur canadien du bâtiment durable apporte déjà une contribution économique majeure, mais sa croissance future dépend fortement de la cohérence et du niveau d'ambition des politiques publiques

L'étude démontre qu'en 2024, le secteur du bâtiment durable a généré plus de 81 milliards de dollars de PIB direct et soutenu au-delà de 500 000 emplois directs. Ces retombées touchent la construction et les métiers spécialisés, la fabrication, les services professionnels, les services publics, la gestion des déchets et du recyclage, ainsi que les politiques publiques et l'éducation. En tenant compte des effets indirects et induits, le secteur du bâtiment durable contribue à hauteur de plus de 150 milliards de dollars au PIB et soutient plus d'un million d'emplois à l'échelle nationale, ce qui confirme son rôle de pilier de l'économie canadienne. La modélisation des scénarios démontre que le maintien du cap actuel des politiques publiques n'entraînerait que des gains marginaux, soit environ 100 000 nouveaux emplois et 17 milliards de dollars de PIB supplémentaire d'ici 2030. À l'inverse, une trajectoire coordonnée de décarbonation ambitieuse pourrait presque doubler le PIB du secteur, pour atteindre 146 milliards de dollars, tout en doublant le nombre d'emplois. Cela démontre qu'une réglementation stable, harmonisée et à long terme constitue le principal moteur de la réussite économique.

La décarbonation des bâtiments permet de réduire les émissions de manière tangible, tout en agissant comme un moteur de croissance économique

Environ le quart du PIB actuel du bâtiment durable (quelque 20 milliards de dollars) est directement lié aux activités de décarbonation, notamment l'installation de pompes à chaleur, l'électrification du chauffage, l'intégration des énergies renouvelables et les rénovations majeures écoénergétiques. Les données nationales démontrent que les émissions directes des bâtiments ont diminué de plus de 10 % depuis 2018. Parallèlement, on observe une réduction de 29 % des émissions du secteur de l'électricité, ce qui témoigne des effets combinés de l'amélioration de l'efficacité énergétique du cadre bâti et de la décarbonation du réseau électrique. C'est dans le secteur des bâtiments commerciaux et institutionnels que les progrès ont été les plus marqués, grâce au renforcement des réglementations et des normes de performance. Cependant, le secteur résidentiel accuse un retard considérable, les taux de rénovation et les économies d'énergie moyennes se situant bien en deçà des niveaux requis pour atteindre les objectifs climatiques. Les résultats soulignent que sans mécanismes de subvention et de financement prévisibles et à long terme pour la rénovation écoénergétique résidentielle, la réduction des émissions et les retombées économiques connexes resteront limitées.

La coordination des politiques publiques détermine si le potentiel de décarbonation se concrétisera ou s'il restera au point mort

L'analyse des scénarios démontre que l'ambition seule ne suffit pas; la réussite dépend de l'harmonisation progressive des politiques publiques, des mécanismes de financement et des signaux du marché. L'intermittence des programmes, la brièveté des cycles de subvention et l'instabilité des politiques publiques érodent la confiance des investisseurs et freinent l'adoption des technologies, même lorsque ces dernières sont mûres et rentables. Dans le scénario de décarbonation ambitieuse, un financement pluriannuel stable, des codes d'équivalence nationale et l'harmonisation des actions fédérales, provinciales et municipales permettent de stimuler considérablement le PIB et l'emploi, en particulier dans la construction et les métiers spécialisés. Ces résultats démontrent que les trajectoires de décarbonation sont techniquement réalisables, mais que leurs retombées économiques et climatiques ne se matérialiseront que si les conditions d'affaires évoluent de concert.

La capacité de la main-d'œuvre constitue le principal frein au déploiement à grande échelle de la décarbonation et de la construction de logements

Qu'il s'agisse de la modélisation quantitative ou de la mobilisation qualitative, la pénurie de main-d'œuvre s'impose comme le principal goulot d'étranglement. L'étude a mis en évidence des pénuries de main-d'œuvre aiguës dans plusieurs spécialités : le CVCA-R, les métiers de l'électricité, la régulation et l'automatisation des bâtiments, la rénovation de l'enveloppe, la mise en service (initiale et continue), ainsi que l'exploitation immobilière. Ces compétences s'avèrent essentielles à l'électrification et à la performance du cadre bâti. Bien que le secteur ait créé environ 40 000 emplois directs depuis 2018, cette croissance demeure en deçà de la demande projetée selon les scénarios de décarbonation accélérée. Les acteurs du milieu ont systématiquement souligné le décalage entre les systèmes de formation et les nouvelles exigences en matière de compétences, tout particulièrement en ce qui concerne les compétences interdisciplinaires combinant les systèmes mécaniques, électriques et numériques. Sans changements structurels dans le mode de financement et d'organisation de la formation, les pénuries de main-d'œuvre continueront de freiner la croissance du secteur.

La stabilité financière et le développement de la main-d'œuvre sont étroitement liés

Les consultations auprès des acteurs de l'industrie révèlent que les entreprises de construction, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), sont peu enclines à investir dans la formation ou l'apprentissage en l'absence d'un horizon de projets prévisible. L'intermittence des programmes d'aide et l'instabilité de leurs règles d'admissibilité compromettent la capacité des employeurs à planifier, à recruter et à rehausser les compétences des travailleurs. Selon les données recueillies, une hausse même modeste des coûts de financement suffit à retarder ou à annuler les investissements dans la rénovation écoénergétique, compromettant du même coup la création d'emplois et les occasions de formation. Ces conclusions confirment que la préparation de la main-d'œuvre ne peut se faire en vase clos. Un financement stable, l'harmonisation de l'octroi de permis, la modernisation du réseau et la prévisibilité des projets de rénovation sont des conditions préalables à tout investissement durable dans le capital humain.

La fidélisation de la main-d'œuvre, plutôt que son recrutement, constitue le principal défi pour bâtir un secteur du bâtiment durable inclusif

Le projet s'est appuyé sur 14 entretiens sectoriels, deux groupes de discussion et un sondage national auprès de 111 répondants pour analyser l'inclusion et la participation de la main-d'œuvre. Bien que les initiatives de recrutement aient facilité l'accès aux métiers spécialisés, les participants ont systématiquement constaté un taux d'attrition élevé chez les travailleurs sous-représentés au cours des premières années. Parmi ces obstacles, on note la culture de chantier, l'encadrement déficient, la rétention d'information et le blocage des tâches, l'accès limité au mentorat ainsi que le manque de clarté des parcours d'avancement. La revue de la littérature tout comme la mobilisation des acteurs du milieu démontrent que le mentorat structuré et rémunéré, combiné à des pratiques de supervision inclusives, constituent les leviers les plus efficaces pour rehausser la rétention de la main-d'œuvre. Ces conclusions indiquent que l'inclusion n'est pas une préoccupation secondaire, mais bien une stratégie de main-d'œuvre sectorielle essentielle pour combler les pénuries de personnel.

La décarbonation, la réforme du marché du travail et l'inclusion doivent progresser de concert pour produire pleinement leurs effets

L'un des principaux enseignements tirés de ce projet est que la croissance économique, la réduction des émissions et l'insertion professionnelle se renforcent mutuellement. Des politiques rigoureuses et des financements solides stimulent la demande du marché, laquelle permet ensuite aux employeurs d'investir dans la formation et la rétention du personnel; ultimement, une main-d'œuvre qualifiée et inclusive s'avère indispensable pour réaliser la décarbonation à grande échelle. Lorsque ces éléments ne sont pas coordonnés, les progrès marquent le pas malgré un vif intérêt du marché et une technologie déjà au point. Une action coordonnée entre les pouvoirs publics, le secteur privé, les partenaires sociaux et les systèmes de formation est donc essentielle pour tirer pleinement parti des avantages climatiques, économiques et sociaux de la transition du Canada vers la construction écologique.

★ Pourquoi c'est important

Ce projet démontre que le secteur du bâtiment durable au Canada ne se résume pas à une solution climatique d'intérêt secondaire; il constitue un moteur économique et structurel pour la main-d'œuvre, qui façonne la capacité du pays à atteindre ses cibles climatiques, à résorber la crise du logement et à maintenir une croissance inclusive. Ces conclusions interpellent directement les décideurs politiques, les chefs de file de l'industrie, les entreprises de services publics, les établissements d'enseignement et les organismes de développement de la main-d'œuvre. Elles démontrent en effet que les retombées économiques, climatiques et d'emploi dépendent moins de la maturité technologique que de la conception et de la coordination des politiques, des mécanismes de financement et des systèmes de main-d'œuvre. Les décisions prises aujourd'hui détermineront si le Canada saura tirer pleinement parti des retombées économiques et professionnelles de la décarbonation du cadre bâti, ou s'il continuera de rater ses cibles climatiques et résidentielles.



État des compétences : Emplois durables pour la croissance économique

Les compétences et les connaissances liées à l'écologie gagnent en importance dans de nombreux secteurs et professions, ce qui oblige davantage de travailleurs à se perfectionner en s'appuyant sur leurs aptitudes existantes.

[Lire le rapport](#)

Ces conclusions remettent en question les approches actuelles en matière de développement des compétences et de mise à niveau des formations. De nombreux programmes existants considèrent la formation, le financement et la décarbonation comme des domaines d'action distincts. Cette étude montre qu'ils sont indissociables. Les entreprises de construction, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME) qui exécutent la majeure partie des travaux de rénovation écoénergétique et de construction résidentielle, ne peuvent pas investir dans la formation en l'absence d'un bassin de projets prévisible. De même, les travailleurs ne peuvent pas s'engager à se perfectionner ni rester dans le secteur lorsque l'emploi est instable. Les données probantes suggèrent que l'intégration directe de formations rémunérées, de mentorat et de clauses sociales relatives à la main-d'œuvre au sein des projets publics de construction et de rénovation est plus efficace que les initiatives de formation isolées. Ces constats ont des incidences immédiates sur la conception gouvernementale des programmes d'incitation à la rénovation écoénergétique, des critères d'approvisionnement et des budgets d'immobilisations, tout comme sur la structure des modèles pédagogiques des organismes de formation.

Sur le plan systémique, la recherche démontre que l'inconstance des programmes d'incitation, la brièveté des cycles de financement et le décalage des calendriers municipaux, provinciaux et fédéraux nuisent tant à la décarbonation qu'au développement de la main-d'œuvre. Pérenniser le bassin de projets de rénovation par des engagements budgétaires pluriannuels, l'harmonisation des codes du bâtiment et la synchronisation des permis et de la modernisation des réseaux électriques constitue une double stratégie climatique et de main-d'œuvre. Ces constats interpellent directement les ministères responsables de l'habitation, des infrastructures, de la main-d'œuvre, de l'immigration, du développement des compétences et de la croissance économique, de même que les institutions financières publiques et les entreprises de services publics dont les horizons d'investissement conditionnent la faisabilité des projets.

Ce projet apporte également des données probantes aux délibérations sur les pénuries de main-d'œuvre et de compétences, alors que le Canada amorce sa transition sobre en carbone. Les trajectoires de décarbonation accentuent considérablement la demande de compétences transversales en mécanique, en électricité, en numérique et en mise en service, alors que les systèmes actuels de formation et d'apprentissage ne sont pas structurés pour y répondre. Les conclusions indiquent que le recrutement seul ne permettra pas de combler les déficits de main-d'œuvre. La rétention du personnel, le rehaussement des compétences en milieu de carrière et la réforme des structures d'apprentissage et d'assurance-emploi s'avèrent essentiels pour garantir un bassin suffisant de gens de métier qualifiés. Ces constats dépassent le cadre unique du cadre bâti écologique et s'appliquent aux autres secteurs en pleine décarbonation, notamment l'énergie, les transports et l'industrie manufacturière.

Cette recherche comporte également de lourdes incidences pour l'équité et l'inclusion sur le marché du travail canadien. L'accroissement de la participation et de la rétention des groupes sous-représentés, femmes, peuples autochtones, communautés racialisées, nouveaux arrivants, jeunes et travailleurs 2SLGBTQ+, constitue une nécessité pour le marché du travail. Les conclusions indiquent que la culture en milieu de travail, l'encadrement, le mentorat et les trajectoires d'avancement s'avèrent des facteurs décisifs pour la rétention des gens de métier. Les politiques qui intègrent des critères d'inclusion et de mentorat aux mécanismes d'approvisionnement, de financement et aux cadres ESG permettent d'accroître la rétention et d'atténuer les pénuries chroniques de main-d'œuvre. Ces constats s'appliquent à l'ensemble des secteurs confrontés à des pressions démographiques et à l'attrition de la main-d'œuvre.

Plus largement, le projet inscrit le bâti écologique au cœur de la crise de l'habitation et de la transition pancanadienne vers une économie sobre en carbone. La rénovation résidentielle et la construction de bâtiments neufs à consommation carboneutre s'avèrent indispensables pour atteindre les cibles climatiques, renforcer l'abordabilité grâce à la baisse des coûts d'exploitation et accroître l'offre de logements. Cependant, sans stratégies coordonnées en matière de main-d'œuvre et de financement, ces objectifs resteront hors de portée. Cette étude confirme que les politiques en matière de climat, de logement et de compétences doivent être coordonnées pour produire des résultats à grande échelle.

► Prochaines étapes

S'appuyant sur les conclusions de ce projet, le Conseil du bâtiment durable du Canada prévoit de maintenir une mobilisation continue auprès des acteurs du secteur et de veiller à ce que les connaissances générées restent d'actualité et applicables. Une prochaine étape essentielle consistera à actualiser annuellement les ensembles de données et la modélisation économique du présent rapport, permettant ainsi au CBDC de suivre l'évolution de l'emploi vert dans le bâtiment, de sa contribution au PIB et des besoins en main-d'œuvre au fil du temps. Ces mises à jour permettront de prendre des décisions fondées sur des données factuelles, alors que les politiques, les conditions du marché et les voies de décarbonation continuent d'évoluer.

Le CBDC a également l'intention d'opérationnaliser ces conclusions au moyen d'une mobilisation ciblée des connaissances. Cela comprend la tenue de panels d'experts et de tables rondes visant à stimuler le dialogue entre les gouvernements, l'industrie, le milieu syndical, les prestataires de formation, les entreprises de services publics et les investisseurs. Ces forums serviront à approfondir la compréhension de l'analyse de scénarios, des implications en matière d'effectifs et des recommandations, tout en favorisant la coordination intersectorielle. Une attention particulière sera accordée à la mobilisation des investisseurs et des institutions financières, afin de mieux harmoniser les flux de capitaux avec les besoins de développement, de formation et de rétention de la main-d'œuvre du secteur du bâtiment durable.

Des questions sur notre travail ? Souhaitez-vous avoir accès à un rapport en anglais ou en français ? Veuillez contacter communications@fsc-ccf.ca.

Comment Citer Ce Rapport

Moghaddas, M. (2025). Rapport sur les perspectives du projet : Parcours de décarbonisation pour les professionnels du bâtiment durable, Conseil du bâtiment durable du Canada. Toronto : Centre des Compétences futures. <https://fsc-ccf.ca/fr/recherche/green-building-workforce/>

Funded by the
Government of Canada's
Future Skills Program



Parcours de décarbonation pour les professionnels du bâtiment durable est financé par le gouvernement du Canada dans le cadre du programme Compétences futures. Les opinions et les interprétations contenues dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas forcément celles du gouvernement du Canada.

Remerciements aux communautés autochtones

Le Centre des Compétences futures est conscient du fait que les Anishinabés, les Mississaugas et les Haudenosaunee entretiennent une relation spéciale avec le territoire dans le cadre du pacte « plat à une cuillère » (Dish With One Spoon) où est situé notre bureau, et qu'ils sont tenus de partager et de protéger le territoire. À titre d'initiative pancanadienne, le CCF exerce ses activités sur le territoire traditionnel de nombreuses nations autochtones de l'île de la Tortue, nom donné au continent nord-américain par certains peuples autochtones. Nous sommes reconnaissants de pouvoir travailler sur ce territoire et nous nous engageons à apprendre notre histoire commune et à contribuer à la réconciliation.